

**PREFECTURE DE LA MEUSE**

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION  
BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT

FP/EV

*LE PRÉFET DE LA MEUSE,*

*Direction régionale de l'industrie,  
de la recherche et de l'environnement*

Dossier d'autorisation n° 2473-9

Arrêté n° 92-1950

**ARRETÉ PRÉFECTORAL AUTORISANT  
LA SOCIÉTÉ ICI C et P FRANCE S.A.  
A PROCÉDER A LA MODIFICATION DE SON STOCKAGE  
D'ACIDE CHLORHYDRIQUE**

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU le décret n° 87-279 du 16 avril 1987 relatif aux conditions d'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application, notamment son article 2,

.../...

VU l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

VU la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs,

VU l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations classées, complétée et modifiée par la circulaire ministérielle du 20 septembre 1985 pour l'application de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion,

VU le décret n° 88-622 du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence pris en application de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment son article 7,

VU l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989 relative aux dépôts aériens existants de liquides inflammables,

VU le décret n° 90-267 du 23 mars 1990 relatif à l'importation, à l'exportation et au transit de déchets générateurs de nuisances,

VU l'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976 modifié les 6 août 1984, 24 juin 1988 et 7 septembre 1990, autorisant la Société ICI FRANCE S.A. à exploiter sur le territoire de la ville de VERDUN - écart de BALEYCOURT - une usine de fabrication de produits chimiques,

VU la demande du 2 avril 1992 présentée par M. Jean-Marie TAHAY, responsable des services techniques de la Société ICI C et P FRANCE S.A. - établissement de BALEYCOURT à VERDUN - tendant à obtenir l'autorisation de procéder à la modification de son stockage d'acide chlorhydrique de l'usine,

VU les plans et descriptifs annexés à la demande,

VU les avis recueillis,

VU les rapport et propositions de l'inspecteur des installations classées (direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement),

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène du 29 avril 1992,

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture,

.../...

## **A R R E T E**

-----

**ARTICLE PREMIER** : Le titre V de l'arrêté 2473 du 5 juillet 1976 est modifié en supprimant la phrase :

"Dépôts d'acide chlorhydrique à 33 % (462 m<sup>3</sup> en sept réservoirs)" et l'allusion à la rubrique n° 16 b correspondante, le reste sans changement.

**ARTICLE 2** : L'arrêté n° 2473-3 du 6 août 1984 est abrogé.

**ARTICLE 3** : La Société ICI C et P FRANCE S.A., usine de BALEYCOURT, est autorisée à exploiter un stockage d'acide chlorhydrique 32 % composé de :

- 4 cuves en acier ébonité de 148 m<sup>3</sup> de capacité totale chacune, installées dans une même cuvette de rétention dans laquelle sera installé un laveur neutralisateur de 30 m<sup>3</sup>,

- 2 cuves de 100 m<sup>3</sup>, l'une en acier ébonité, l'autre en polyester, dans une même cuvette de rétention,

- 1 cuve horizontale en acier ébonité de 88 m<sup>3</sup>.

L'ensemble pour un total de 880 m<sup>3</sup> en sept cuves.

**ARTICLE 4** : Le stockage sera installé conformément aux plans et descriptions du dossier de demande ; et notamment la sous-station électrique sera installée à l'endroit prévu par les plans joints à la demande du 18 juillet 1991 (donné acte préfectoral du 15 novembre 1991). Toute modification devra être portée à la connaissance du Préfet de la MEUSE ; le revêtement ébonité extérieur des cuves de 148 m<sup>3</sup> sera réalisé avant le 30 septembre 1992.

**ARTICLE 5** : L'exploitation se fera selon les prescriptions figurant à l'arrêté-type n° 16 annexé au présent arrêté.

L'automate assurant la gestion du dépôt sera installé dans le bâtiment de contrôle général de l'usine.

**ARTICLE 6** : Tout déversement important d'acide dans la cuvette, ou tout incident particulier sur l'exploitation du stockage, seront portés immédiatement à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant devra prendre toutes dispositions pour être en mesure de fournir à tout moment l'état de remplissage des cuves aux services chargés de l'inspection des installations classées ou de la sécurité.

**ARTICLE 7** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8** : La présente autorisation est accordée sous réserve des dispositions générales prévues par la législation et la réglementation en vigueur, à charge par le bénéficiaire de s'assurer des modifications qui y surviendraient ultérieurement.

**ARTICLE 9** : La présente décision ne peut être déférée qu'au **tribunal administratif de NANCY, 5, place de la Carrière, case officielle n° 38 - 54036 NANCY CEDEX - Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant.** Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 10** : Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, la suspension du fonctionnement ou la fermeture de l'établissement pourra être prononcée suivant la procédure fixée par la réglementation en vigueur, en cas d'inobservation des conditions auxquelles celui-ci est ou sera soumis.

**ARTICLE 11** : La présente autorisation cesse de produire effet lorsque l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou exploité durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

**ARTICLE 12** : En cas de cessation définitive, l'exploitant devra remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article premier de la loi du 19 juillet 1976. A défaut, il pourra être fait application des procédures prévues par l'article 23 de cette même loi.

**ARTICLE 13 -**

- M. le Secrétaire Général de la préfecture,
- M. l'Inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement),
- M. le Sous-Préfet de VERDUN,
- M. le Maire de VERDUN,
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- M. le Directeur départemental de l'équipement,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le Directeur départemental du travail et de l'emploi,
- Mme le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

.../...

- M. le Directeur du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,

- Mme le Chef du service départemental de l'architecture,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée pour notification à M. le Directeur de ICI C et P FRANCE - établissement de BALEYCOURT - B.P. 95 - 55103 VERDUN CÉDEX - et pour information, au directeur de l'agence financière de bassin RHIN-MEUSE et au chef de la division équipement de la S.N.C.F. - région de Metz - 1, rue H. Maret - 57010 METZ CÉDEX.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VERDUN et mise à la disposition de tout intéressé, un extrait énumérant les conditions dans lesquelles l'autorisation est accordée sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible à la porte de l'usine par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

BAR LE DUC, 1e 07 MAI 1982

Le Préfet,  
Pour le préfet,

Le secrétaire général.  
Christian STEPHAN

